



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

# Association Conservatoire botanique national des Hauts- de-France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association Conservatoire botanique national des Hauts-de-France  
Hameau de Haendries 59270 BAILLEUL

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92068 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

## **Association Conservatoire botanique national des Hauts-de-France**

Hameau de Haendries 59270 BAILLEUL

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Conservatoire botanique national des Hauts-de-France,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Conservatoire botanique national des Hauts-de-France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans la note "5.1.1 Changements de méthode comptable" de l'annexe des comptes annuels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 30 avril 2026

KPMG SA

Maxime BRION

Commissaire aux comptes

**CENTRE REGIONAL DE  
PHYTOSOCIOLOGIE**  
agrée  
**CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL**  
**des HAUTS-DE-FRANCE**  
Bailleul

oOo

**RAPPORT GENERAL**  
**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
Exercice clos le 31 décembre 2025

BILAN  
COMPTE DE RESULTAT

## BILAN ACTIF

Euros

	Exercice 2025 au 31.12.2025			31.12.2024
	Brut	Amortis- sements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement (II)				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, logiciels, drts et val. similaires	1 279 786	1 247 417	32 370	39 387
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	41 161		41 161	41 161
Constructions	1 091 321	919 952	171 369	199 772
Installations techniques, matériel et outillage industriels	448 511	406 097	42 414	37 523
Autres immobilisations corporelles	2 702 375	2 477 551	224 823	182 007
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	4 226		4 226	626
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	8		8	8
Prêts	111 915		111 915	125 808
Autres immobilisations financières	5 004		5 004	5 004
<b>TOTAL II</b>	<b>5 684 306</b>	<b>5 051 017</b>	<b>633 289</b>	<b>631 296</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stock et en-cours</b>				
En cours de production .....de services	191 310		191 310	157 782
Produits Finis	1 842	1 842	-	-
Marchandises	1 289		1 289	1 202
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>22 769</b>		<b>22 769</b>	<b>15 008</b>
<b>Créances</b>				
Créances Clients, usagers et comptes rattachés	168 660		168 660	211 418
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	3 504 416		3 504 416	2 077 246
Charges constatées d'avance	37 264		37 264	32 779
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
<b>Instruments financiers à terme</b>				
<b>Disponibilités</b>	<b>644 073</b>		<b>644 073</b>	<b>1 038 304</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>4 571 625</b>	<b>1 842</b>	<b>4 569 783</b>	<b>3 533 740</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 255 931</b>	<b>5 052 859</b>	<b>5 203 072</b>	<b>4 165 036</b>



**BILAN PASSIF**

		Euros	
		31.12.2025	31.12.2024
<b>FONDS PROPRES</b>			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecarts de réévaluation			
Réserves			
Réserve statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité		47 319	47 319
Autres		108 216	108 216
Report à nouveau		547 563	656 374
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		373 359	- 108 811
Situation nette	sous total	1 076 457	703 098
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		454 726	434 697
Provisions réglementées			
	<b>TOTAL I</b>	<b>1 531 183</b>	<b>1 137 795</b>
<b>FONDS REPORTÉS et DÉDIÉS</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		112 834	62 390
	<b>TOTAL II</b>	<b>112 834</b>	<b>62 390</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour risques		-	-
Provisions pour charges		557 525	526 748
	<b>TOTAL III</b>	<b>557 525</b>	<b>526 748</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit		816	659
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		107 526	69 210
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés		43 937	95 425
Dettes des legs et donations			
Dettes fiscales et sociales		430 162	459 720
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 165	16 805
Autres dettes		500	500
Produits constatés d'avance		2 415 423	1 795 784
	<b>TOTAL IV</b>	<b>3 001 530</b>	<b>2 438 103</b>
Ecarts de conversion Passif (V)			
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>5 203 072</b>	<b>4 165 036</b>



COMPTE DE RESULTAT

page 1/2

Euros

	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	1 810	1 460
Vente de biens et services		
Vente de biens	1 061	1 939
Vente de prestations de services	449 216	505 814
Production stockée	- 4 789	- 3 094
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions	3 142 934	2 436 748
Versements des fondateurs		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	5 622	3 336
Mécénats	32 248	13 401
Contributions financières		
Reprise sur amort., dépréc., prov.	9 807	36 993
Utilisation des fonds dédiés	18 027	12 836
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	657	146 883
<b>TOTAL I</b>	<b>3 656 592</b>	<b>3 156 315</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	1 560	2 236
Variation de stocks de marchandises	- 87	211
Achats stockés / combustibles	9 936	13 284
Autres achats et charges externes	365 570	501 958
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	161 543	171 522
Salaires	1 815 046	1 778 438
Cotisations sociales	659 126	605 252
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Sur immobilisations (amortissements)	167 743	145 786
Sur actifs circulant (provisions)	-	-
Dotations aux provisions		
Pour risques et charges	35 795	68 480
Report en fonds dédiés	68 471	7 904
Valeur comptable des immob. incorporelles et corporelles cédées		
Autres charges	558	528
<b>TOTAL II</b>	<b>3 285 261</b>	<b>3 295 598</b>
<b>1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>371 331</b>	<b>- 139 283</b>

COMPTE DE RESULTAT

page 2/2

Euros

	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits financiers</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	10 548	9 333
Reprises sur provisions de change		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>10 548</b>	<b>9 333</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change		-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>2 - RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>10 548</b>	<b>9 333</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>381 878</b>	<b>- 129 950</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>-</b>	<b>25 387</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>3 504</b>
<b>TOTAL VI</b>		
<b>3 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-</b>	<b>21 884</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 519	745
<b>Total des produits</b>	<b>3 667 140</b>	<b>3 191 035</b>
<b>Total des charges</b>	<b>3 293 780</b>	<b>3 299 846</b>
<b>Excédent ou Déficit</b>	<b>373 359</b>	<b>- 108 811</b>
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	-	-
Bénévolat	39 454	36 900
<b>Total / Ressources</b>	<b>39 454</b>	<b>36 900</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite des biens et services	-	-
Prestations en nature	-	-
Personnel bénévole	39 454	36 900
<b>Total / Emplois</b>	<b>39 454</b>	<b>36 900</b>

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos  
au 31.12.2025  
Montants exprimés en EUR***

## Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	8
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	8
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	8
5	Principes et méthodes comptables	10
5.1	Principes généraux	10
5.1.1	Changement de méthode comptable	10
5.1.2	Changement d'estimation comptable	11
5.2	Principales méthodes comptables	12
6	Informations relatives aux postes du bilan	13
6.1	Actif immobilisé	13
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	14
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	14
6.2	Actif circulant	15
6.2.1	Stocks et en cours	15
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	15
6.4	Fonds propres	15
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	16
6.4.2	L'excédent ou déficit de l'exercice	16
6.4.3	Subventions d'investissement	16
6.5	Fonds reportés et dédiés	17
6.5.1	Fonds dédiés	17
6.6	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	18
6.7	Provision pour risques et charges	18
6.7.1	Provisions pour engagements de retraite	18
6.8	Produits constatés d'avance	18
6.9	Détail et échéance des créances et des dettes	20
7	Informations relatives au Compte de résultat	21
7.1.1	Cotisations sans contrepartie	21
7.1.2	Ventes de biens et de services	21
7.1.3	Produits de tiers financeurs	21
7.1.4	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22

7.1.5	Utilisations des fonds dédiés	23
7.1.6	Ressources liées à la générosité du public	23
7.2	Charges du compte de résultat	23
7.2.1	Reports en fonds dédiés	23
7.3	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	23
7.3.1	Contribution volontaires en nature : Charges et Produits	24
7.4	Autres informations sur le contenu de postes du compte de résultat	24
7.4.1	Charges et produits exceptionnels	24
7.4.2	Honoraires des commissaires aux comptes	24
8	Informations relatives à la fiscalité	25
8.1	Informations relatives aux dirigeants	25

## 1 **Objet social**

Cette association a pour objet, notamment dans le cadre de son agrément national de « Conservatoire botanique national », de réaliser les missions d'intérêt général (selon l'article R. 416-1 du code de l'environnement) listées ci-après :

- 1° Développement de la connaissance sur la flore, la fonge, les végétations et les habitats, aux échelles territoriales, nationale et biogéographiques. À ce titre, l'association :
  - a) participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'inventaire du patrimoine naturel mentionné à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement, en ce qui concerne les éléments de la flore, de la fonge, des végétations et des habitats. À ces fins, contribution au développement de méthodes et de protocoles d'acquisition de données en appui aux programmes d'inventaire, de surveillance, de suivi et de cartographie ;
  - b) développe des connaissances multidisciplinaires sur la flore, la fonge, les végétations et les habitats. À ce titre, elle participe à des programmes de recherche ;
  - c) assure la gestion de fonds documentaires et iconographiques ainsi que de collections végétales et fongiques.
- 2° Gestion, diffusion et valorisation de données sur la flore, la fonge, les végétations et les habitats. À ce titre, l'association :
  - a) assure la validation et conservation des données produites, collectées et agrégées pour le compte des pouvoirs publics et contribution, en tant que référents dans son domaine de compétence, au développement des référentiels techniques mentionnés à l'article R. 131-34 du code de l'environnement concernant la flore, la fonge, les végétations et les habitats, permettant la mise en œuvre du système d'information sur la biodiversité ;
  - b) procède à l'analyse des données mentionnées à l'alinéa précédent, à leur diffusion et à leur valorisation par la production de supports d'informations scientifiques et d'indicateurs d'état de la flore, de la fonge, des végétations et des habitats. Elle alimente ainsi des observatoires de la biodiversité aux échelles nationale et territoriales.
- 3° Contribution à la gestion conservatoire de la flore, de la fonge, des ressources phytogénétiques sauvages, des végétations, des habitats et des espaces, et à la restauration écologique. À ce titre, l'association :
  - a) apporte un appui à l'État, aux collectivités territoriales et à leurs groupements, ainsi qu'à leurs établissements, et aux gestionnaires d'espaces, pour la conservation *in situ* et la restauration écologique des habitats ainsi que du patrimoine végétal et fongique ;
  - b) assure la conservation *ex situ* de matériel végétal et fongique, notamment à travers la gestion de collections conservatoires et de banques de graines et autres diaspores.

4° Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques et de la réglementation aux échelles territoriales, nationale et européenne. À ce titre, l'association :

- a) porte à la connaissance de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements, ainsi qu'à leurs établissements et aux gestionnaires d'espaces, les informations nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies et plans d'actions, en particulier pour favoriser la prise en compte des enjeux de préservation et de reconquête de la biodiversité végétale et fongique ;
- b) contribue à l'évaluation de la flore, de la fonge, des végétations et des habitats, pour répondre aux obligations de la directive 92/43/ CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune et de la flore sauvages et du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;
- c) appuient la mise en œuvre des articles L. 411-1 et L. 411-3 du code de l'environnement, en contribuant à l'élaboration des listes d'espèces protégées et des listes d'espèces exotiques envahissantes, en assurant l'animation de plans nationaux et régionaux d'actions et de plans de lutte contre certaines espèces exotiques envahissantes, ou en participant à leur mise en œuvre. Contribution également à l'élaboration des listes d'espèces mentionnées à l'article L. 412-1 du code de l'environnement ;
- d) apporte un appui aux services de l'État dans le cadre de l'instruction et du suivi des procédures de police de l'environnement.

5° Communication, sensibilisation et mobilisation des acteurs. À ce titre, l'association :

- a) développe et gère des outils de vulgarisation, d'information, de sensibilisation, et de mobilisation citoyenne et des acteurs socio-professionnels ;
- b) constitue d'un socle de connaissances nécessaires et mobilisables pour des actions de formation initiale et professionnelle.



## 2 Nature et périmètre des activités ou missions réalisées

Les Conservatoires botaniques nationaux sont au cœur des dispositifs existant en France et en Europe pour préserver le patrimoine naturel végétal. Le Conservatoire botanique national de Bailleul, sur le territoire du Nord de la France, constitue ainsi une des fondations sur laquelle reposent de nombreux dispositifs visant la mise en œuvre d'actions en faveur de la biodiversité. Le travail réalisé visant à l'actualisation permanente et la gestion des connaissances sur la flore et les végétations permet de disposer de références fiables pour la mise en œuvre des politiques publiques. Ces dernières visent notamment la conservation et la gestion des espaces naturels et plus globalement la préservation de la biodiversité végétale.

L'utilité et les principales sources de valeurs du conservatoire botanique

- Produire et mettre à disposition des données de référence sur le patrimoine végétal afin de permettre d'agir pour la conservation de la flore et de la végétation, de réaliser des actions de sensibilisation ou de formation et d'assurer une expertise de qualité.
- Produire des référentiels et des publications de référence permettant aux utilisateurs (gestionnaires d'espaces naturels, collectivités, aménageurs...) d'évaluer leurs actions sur le patrimoine naturel.
- Apporter une expertise sur la flore et la végétation auprès des pouvoirs publics et des gestionnaires du territoire (localisation et hiérarchisation des enjeux, évaluation des menaces, méthodes de conservation...) afin d'orienter au mieux leurs actions dans une optique de conservation du patrimoine naturel.
- Contribuer à la conservation des populations d'espèces et des communautés végétales.
- Assurer la formation des spécialistes pour améliorer les compétences nécessaires à la prise en compte de la biodiversité dans les différents projets et dans les territoires à différentes échelles.
- Sensibiliser les publics à la biodiversité végétale pour augmenter la prise de conscience nécessaire et démultiplier les actions locales en faveur du patrimoine naturel.
- Contribuer à l'amélioration de la connaissance scientifique fondamentale sur le patrimoine végétal sauvage.

Par Arrêté du 18.12.2025 du Ministère de la Transition Écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature et publié au journal officiel du 31.12.2025, l'agrément du Centre Régional de Phytosociologie en tant que Conservatoire Botanique National est renouvelé pour 10 ans soit jusqu'au 31.12.2035

Par réunion du Conseil Académique des Associations Educatives Complémentaires de l'Enseignement Public du 03 mai 2022, est accordé l'agrément académique à l'association « Conservatoire Botanique National de Bailleul » pour une durée de 5 ans.

Par décision préfectorale du 01 juillet 2024, le label « Jardin remarquable » est attribué pour une durée de 5 ans à compter du 01.07.2024 aux jardins du Conservatoire botanique national de Bailleul.

Suite à l'audition APAVE du 05.09.2024, la certification Qualiopi pour les actions de formation a été renouvelée pour 3 ans à compter du 13.10.2024 soit jusqu'au 12.10.2027.

### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

Ensemble immobilier du Conservatoire Botanique National de Bailleul situé au hameau Haendries à Bailleul

Le CRP/CBNBL dispose de 25 hectares qui sont la propriété de la ville de Bailleul et sont loués au CRP/CBNBL via un bail emphytéotique.

Dans ce domaine ont été aménagés différents jardins :

- un jardin de plantes médicinales,
- un jardin de plantes conservatoires
- un jardin dit « des plantes sauvages » pour le développement des activités pédagogiques

Bâtiments spécifiques :

Pôle conservation et herbier : bâtiment permettant les activités suivantes :

- observation (binoculaire, microscope, cytomètre de flux),
- stérilisation (mise en culture in vitro),
- Chambre de culture,
- bureaux de travail (stagiaires),
- préparation culturale (travaux horticoles),
- Salle de conservation (banque de semences),
- Serre attenante,
- Bureaux de l'équipe scientifique,
- Herbarium (à l'étage).
- BBPF (Bibliothèque botanique et phytosociologique de France)

(Accueil, Bureaux des équipes de documentation, Salle de consultation, Salle d'archives et de stockage de la documentation)

Salles de réunion dans bâtiment Flahaut (rdc et étage équipement visio)

serre de production

auditorium de 175 places permettant d'accueillir séminaires, conférences, etc

atelier de botanique pour réalisation formations animations, etc...

ensemble de bureaux dans différents bâtiments (équipé en matériels informatiques et mobilier de bureau)

pièce dédiée à la centralisation des systèmes informatiques : armoires avec serveurs

Antenne en Picardie / Amiens

Dans une zone d'activité, locaux de bureaux équipés (loués à un privé)

— Ressources humaines

En 2025, l'effectif moyen est de 46.5 ETP

- avec en saison haute jusqu'à 50 salariés (dont 31 hommes et 19 femmes)
- comprend 8 temps partiels
- un total de 46 CDI
- un total de 4 CDD dont 2 scientifiques (1 Chargé Études et 1 Technicien) et 2 agents techniques.

## **4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **4.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Changement de NOM

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 avril 2025 a approuvé les nouveaux statuts de l'association, ainsi que son changement de nom. Dans le cadre du renouvellement de son agrément, le CBN de Bailleul se nomme dorénavant Conservatoire botanique national des Hauts-de-France

- Renouvellement de l'agrément CBN

Par Arrêté du Ministère de la Transition Écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature daté du 18.12.2025 et publié au journal officiel du 31.12.2025, l'agrément du Centre Régional de Phytosociologie en tant que Conservatoire Botanique National est renouvelé pour 10 ans soit jusqu'au 31.12.2035

- Mécénat

En 2025, pour tenter de contrecarrer nos difficultés, nous avons lancé un important chantier de développement des actions de mécénat pour trouver, d'ici quelques années, d'autres ressources financières. Nous commençons à entrevoir quelques premiers succès potentiels. Toutefois, ces ressources financières seront très insuffisantes pour compenser les diminutions en 2028 des financements européens, de l'État et des collectivités territoriales.

- Equilibre budgétaire

En 2025, la Région Hauts-de-France a diminué les subventions du CBN des Hauts-de-France de 96 000 €, soit, en termes de masse salariale, l'équivalent de deux emplois. Le CD 59 a diminué de 20% et le CD 62 de 10%.

En contrepartie, grâce à la mobilisation des élus régionaux, le CBN a pu compter sur des fonds FEDER Hauts-de-France cependant au prix d'une fragilisation de sa trésorerie (deux ans nécessaires en moyenne pour le recouvrement des sommes engagées) et parce que les réserves financières de la structure sont très faibles et ne peuvent pas être légalement développées, même en période favorable.

- Bilan sur les suppressions de postes depuis 10 ans

Depuis une dizaine d'années, le CBN a subi de nombreuses diminutions de ses subventions régionales (missions d'intérêt général CBN), passant de 813 548 € en 2016 à 580 000 € en 2025 (fonctionnement et investissement).

Dans le même temps, le CBN a supprimé sept emplois (hors Observatoire régional de la biodiversité et ancienne antenne de Haute-Normandie), par licenciements économiques, ruptures conventionnelles ou mises à la retraite (hôtesse d'accueil, assistante scientifique, techniciens d'entretien, chargée des ressources humaines, chargé de projets scientifiques). Les gains de productivité ont été considérables.

### **4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

En 2026, nous ne sommes plus en mesure de faire de nouvelles économies sans casse, à la fois sur les métiers support qui sont déjà en grave sous-effectif eu égard aux tâches considérables qui leur incombent, mais aussi sur les métiers scientifiques, relativement épargnés jusque-là.

Le CBN n'est plus en capacité d'assurer le cofinancement de certains projets importants portés par des structures régionales comme le projet relatif au développement de la filière Végétal local

avec Réseau Haies France et Espaces naturels régionaux dont le budget total serait de 296 k€ dont 140 k€ pour le CBN (période 2026-2030).

Les restrictions budgétaires successives de la part des collectivités territoriales ne permettent plus au CBN de financer de manière pérenne les missions d'intérêt général couvertes par son agrément renouvelé pour 10 ans fin 2025. En effet, actuellement, le maintien de la structure ne repose plus que sur des financements exceptionnels comme les fonds européens FEDER Hauts-de-France et les Fonds verts de l'État. En 2027, les diminutions budgétaires cumulées des membres fondateurs du CBN vont entraîner des risques extrêmement importants sur la trésorerie de l'association (lenteur validation des paiements, notamment des fonds européens).

À l'horizon 2028, en fonction des connaissances budgétaires que nous connaissons à ce jour, le CBN des Hauts-de-France, ne sera plus en mesure de déployer ses actions en région, c'est-à-dire qu'il devrait soit procéder à des licenciements économiques massifs (plus de dix personnes), sans avoir les liquidités nécessaires pour le faire, soit cesser complètement son activité. En effet, actuellement, le CBN fonctionne avec une équipe qui ne peut pas davantage être réduite sans entamer dangereusement la qualité du service relatif au cahier des charges de l'agrément.

La construction de l'année budgétaire 2028 est compromise dans l'état actuel de connaissance de l'environnement financier de la structure.

Une mobilisation des partenaires est attendue pour trouver ensemble des solutions pérennes.

## **5 Principes et méthodes comptables**

### **5.1 Principes généraux**

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

#### **5.1.1 Changement de méthode comptable**

##### **Application du règlement ANC 2022-06 et 2023-03**

À compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois les règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.



**Tableau de reclassement des postes 2025 présenté selon ANC 2022-06**

Poste concerné / Ancien modèle	Montant N	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée / Nouveau modèle	Montant après classement
<b>Présentation au bilan Actif</b>				
Frais d'établissement	Non concerné	présentés dans un poste spécifique hors immob.	Frais d'établissement	- €
Avances et acomptes sur immobilisations	Non concerné	présentés - regroupés avec les immob. en cours	Immob. en cours	- €
Charges constatées d'avance	37 264 €	présentés en créance	Actif circulant - Créances	37 264 €
<b>Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat</b>				
Autre Produit (Investissement)	163 602 €	Reclassés en 7 produits d'exploitation	Subvention	163 602 €
Autre Produit (Equipement)	2 282 €	Reclassés en 7 produits d'exploitation	Subvention	2 282 €
Autre Produit (Don)	1 718 €	Reclassés en 7 produits d'exploitation	Ressources liées à la générosité du public	1 718 €
<b>Cessions Immobilisations incorporelles et corporelles</b>				
Valeurs comptables - VNC / Charge Exceptionnelle	- €	Reclassés en 6 Charges d'exploitation		- €
Produit de Cession / Produit Exceptionnel	- €	Reclassés en 7 produits d'exploitation		- €
<b>Transfert de charge</b>				
Transfert de charge	- €	Reclassés selon la nature de l'opération		- €
Transfert de charge / Formation Unif.	10 043 €	Reclassés selon la nature de l'opération	Charge d'Exploitation	10 043 €

### 5.1.2 Changement d'estimation comptable

Néant



## **5.2 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

## **6 Informations relatives aux postes du bilan**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### **6.1 Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les immobilisations (actifs acquis à titre onéreux) sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la méthode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels et Digitale 2 / durée de 12 mois
- Constructions (gros œuvres/structure) / 20 à 30 ans
- Agencements et aménagements des constructions / 10 à 25 ans selon les composants
- Installations techniques / 5 à 10 ans
- Matériel et outillage / 2 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique / 2 à 5 ans
- Mobilier de bureau / 4 à 10 ans
- Livres et Revues / 1 an

Dans le cadre d'investissements réalisés pour des projets spécifiques avec financement, la durée d'amortissement peut être adaptée à la durée du projet.

### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations par acquisitions	Diminutions par sorties	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels Informatiques	292 288	13 020		305 308
Digitale II	887 862			887 862
Site Internet CRP + JARDINS	86 616			86 616
<b>TOTAL I</b>	<b>1 266 766</b>	<b>13 020</b>	<b>0</b>	<b>1 279 786</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	41 161			41 161
Constructions sur sol propre	0			0
Constructions sur sol d'autrui	979 229			979 229
Aménagements / Constructions	110 635			110 635
Matériels, outillages et instal. techniques	423 768	24 743		448 511
Aménag. et Agenc. / Const et Terrains	698 994	16 977		715 971
Matériel de transport	151 260	44 218		195 478
Matériel de bureau, d'informatique et Mobilier	1 168 496	69 778		1 238 274
Livres et Revues	544 815	11 295		556 110
<b>TOTAL II</b>	<b>4 116 358</b>	<b>167 011</b>	<b>0</b>	<b>4 283 368</b>
<b>Immobilisations corporelles / En cours</b>				
Immobilisations corporelles en cours	626	3 600	0	4 226
<b>TOTAL III</b>	<b>626</b>	<b>3 600</b>	<b>0</b>	<b>4 226</b>
<b>Immobilisations Financières</b>				
Autres titres immobilisés	23			23
Dépôts et Cautions déposés	4 989			4 989
Prêt PEEC	125 808		13 894	111 915
<b>TOTAL IV</b>	<b>130 820</b>	<b>0</b>	<b>13 894</b>	<b>116 926</b>
<b>TOTAL (I à IV)</b>	<b>5 514 589</b>	<b>183 631</b>	<b>13 894</b>	<b>5 684 307</b>

### 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentation : dotation	Diminution : reprise	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels Informatiques	256 615	18 740		275 355
Digitale II	888 866			888 866
Site Internet CRP + ORB	81 698	1 298		83 196
<b>TOTAL I</b>	<b>1 227 380</b>	<b>20 038</b>	<b>0</b>	<b>1 247 417</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	0			0
Constructions sur sol propre	0			0
Constructions sur sol d'autrui				
Aménagements / Constructions	897 538	28 402		925 940
Installations techniques, matériels et outillages	380 255	19 851		400 106
Instal. générales, agenc. et aménag. / Const + Terrains	574 684	24 017		598 711
Matériel de transport	139 331	15 892		164 223
Matériel de bureau, d'informatique et Mobilier	1 161 100	48 516		1 209 616
Livres et Revues	503 975	11 027		515 002
<b>TOTAL II</b>	<b>3 655 895</b>	<b>147 706</b>	<b>0</b>	<b>3 803 601</b>
<b>TOTAL (I+II)</b>	<b>4 883 274</b>	<b>167 743</b>	<b>0</b>	<b>5 051 017</b>

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

- Produits finis / ouvrages : le nombre d'exemplaires valorisés au coût de revient
- Marchandises : au coût d'achat
- En cours : au pourcentage d'avancement des missions selon le chef projet.

Les éventuelles dépréciations de stock sont évaluées de la manière suivante :

- Produits finis / ouvrages : le stock restant compte tenu de la faible rotation

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Marchandises (Livres boutique)	1 289		1 289
Produits finis (Ouvrages)	1 842	1 842	0
En Cours (production services)	191 310		191 310
<b>TOTAL</b>	<b>194 442</b>	<b>1 842</b>	<b>192 600</b>

## 6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentation : dotation	Diminution : reprise	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0			0
Immobilisation corporelles	0			0
Stocks	6 631		4 789	1 842
Créances	0			0
Immobilisations financières	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>6 631</b>	<b>0</b>	<b>4 789</b>	<b>1 842</b>

Les événements qui ont conduit à comptabiliser ou à reprendre les dépréciations sont les suivants :

- Les reprises de provisions correspondent aux sorties des stocks

## 6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

#### 6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

	à l'ouverture de l'exercice	Correction à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution ou Consommation	à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves	155 535				155 535
Report à nouveau	656 374			108 811	547 563
Excédent ou déficit	-108 811		373 359	-108 811	373 359
Situation nette	0				0
Fonds propres consommables	0				0
Subvention d'investissements	434 697		183 631	183 602	454 726
Provisions réglementées	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>1 137 796</b>	<b>0</b>	<b>556 990</b>	<b>183 602</b>	<b>1 531 183</b>

#### 6.4.2 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat de l'exercice est un excédent de 373 359 €  
Le secteur lucratif affiche un résultat fiscal de + 51 076 €

#### 6.4.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité. Les subventions d'investissements sont comptabilisées en fonds propres lors de leurs octrois. Conformément au règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer. Ainsi, seul le montant net de la subvention est présenté au bilan.

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos 2025  
Montants exprimés en EUR

Centre régional de phytosociologie agréé Conservatoire botanique national des Hauts-de-France

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation : Nouvelles	Diminution : Sorties ou Utilisation	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>Subventions d'investissements</b>	<b>4 919 007</b>			
- Partenaire statutaire : Région Hauts de France		34 000		
- Partenaire statutaire : Département Nord		20 000		
- Partenaire statutaire : Département Pas de Calais		20 000		
- Partenaire statutaire : Commune de Bailleul		1 000		
- Transfert Subvention d'exploitation		25 753		
Sous Total 1 / Membres		100 753		
- Partenaires / Projet FEDER, divers Fonds Vert et Macro		85 160		
Sous Total 2 / Projets		85 160		
- Affectation comptable / Equipement			2 282	
- Cessions d'actifs / année			0	
<b>Total I</b>	<b>4 919 007</b>	<b>185 913</b>	<b>2 282</b>	<b>5 102 637</b>
	<b>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Valeur brute à la clôture de l'exercice</b>
<b>Amortissements des Subventions d'investissements</b>	<b>4 484 310</b>			
Amort. Subventions / Années 1997 à 1999		4 198		
Amort. Subventions / Années 2000 à 2009		16 020		
Amort. Subventions / Années 2010 à 2015		14 187		
Amort. Subventions / Années 2016 à 2024		75 946		
Amort. Subventions / Années 2010 à 2025 - Luc		5 441		
Amort. Subventions / Année 2025		47 809		
<b>Total II</b>	<b>4 484 310</b>	<b>163 602</b>	<b>0</b>	<b>4 647 912</b>
<b>TOTAL NET</b>	<b>434 697</b>			<b>454 726</b>

## 6.5 Fonds reportés et dédiés

### 6.5.1 Fonds dédiés

	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation : Report / 2026	Diminution ou Utilisation / 2025	A la clôture de l'exercice	
				Montant Global	dont antériorité (a)
<b>1/ subvention d'exploitation</b>					
Projet ORB / 2024-2025	30 318		6 433	23 885	0
Projet DREAL HdF / 2025-2026	0	50 000		50 000	0
<b>2/ Mécénat d'exploitation</b>					
Projet HERMÉS / 2024-2025	7 904		7 904	0	0
Projet HERMÉS / 2025-2026	0	16 979		16 979	0
Projet Crédit Agricole / 2025-2026	0	1 492		1 492	0
<b>3/ Mécénat d'investissement</b>					
Jardin Espace Inspiration Nature	13 234		2 176	11 058	0
Plantes Sauvages Comestibles	10 934		1 515	9 419	0
<b>TOTAL (1+2)</b>	<b>62 390</b>	<b>68 471</b>	<b>18 027</b>	<b>112 834</b>	<b>0</b>

(a) Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices.

## 6.6 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

	Provisions: FIN 2024	Augmentation : dotation	Diminution : reprise	Provisions FIN 2025
Provisions pour charges / Retraite	526 748	35 795	5 018	557 525
Provisions pour charges / Social	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>526 748</b>	<b>35 795</b>	<b>5 018</b>	<b>557 525</b>

## 6.7 Provision pour risques et charges

### 6.7.1 Provisions pour engagements de retraite

Notre association provisionne ses engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite pour la totalité de ses salariés. Cette provision est constituée sur la base des salariés présents dans l'association à la date de clôture de l'exercice, sous contrat à durée indéterminée, en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- Application de la convention collective de l'animation
- Un âge de départ à la retraite à 64 ans ;
- Un taux de turn-over moyen de 4.74 % pour les salariés de -55ans et une probabilité de rester de 95% pour les personnes de +de 55 ans.
- Un taux d'actualisation de 3.70 %
- Un taux de revalorisation des salaires de 1.98 %
- Un taux de charge de 45%

Au 31.12.2025, le montant de la PIDR s'élève à 557 525 €

## 6.8 Produits constatés d'avance (PCA)

Les produits constatés d'avance se composent d'une part des prestations facturées en totalité mais dont la réalisation n'est pas terminée au 31 décembre et d'autre part de la quote-part des subventions non consommées à la clôture de l'exercice



<b>Détail des Produits Constatés d'Avance en K€</b>		
<b>PCA sur Ouvrages</b>		<b>2</b>
<b>PCA sur Prestations</b>		<b>128</b>
Projets Européens	873	
Projets Dreal / Fonds Vert	701	
Projets Dreal / SINP	212	
Projets OFB	123	
Projets Normandie	0	
Projets Picardie	63	
Projets AEAP et AESN	247	
Projets Autres Partenaires	65	
<b>PCA sur Subventions</b>		<b>2 285</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 415</b>

## 6.9 Détail et échéance des créances et des dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Détail des créances	Valeur brute	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>1 / Actif immobilisé</b>			
Prêt PEEC / Action logement	111 915	3 801	108 013
Autres immobilisations financières	5 011	0	5 011
<b>Total I</b>	<b>116 926</b>		
<b>2/ Actif circulant</b>			
Clients	137 504	137 504	
Clients / Facture à établir	31 166	31 166	
<b>Sous Total 1</b>	<b>168 660</b>		
Avances / Fournisseurs	22 769	22 769	
Avances / Collaborateur	0	0	
Organisme Social / Uniformation	2 191	2 191	
Organisme Social / Sécurité Sociale	0	0	
Etat / Impôts et TVA déductible	1 423	1 423	
Etat / excédent de versement TSS	32 294	32 294	
Etat / Aides à recevoir	0	0	
Autres créances diverses	1 227	1 227	
Subvention à recevoir	3 467 282	3 467 282	
<b>Sous Total 3</b>	<b>3 504 416</b>		
Charges constatées d'avance	37 264	37 264	
<b>Total II</b>	<b>3 733 109</b>		
<b>TOTAL (I+II)</b>	<b>3 850 035</b>	<b>3 737 011</b>	<b>113 025</b>

Détail des dettes	Valeur brute	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts auprès des établissements de crédit	0		
Emprunts et dettes financières diverses	816	816	
Avances et Acomptes / Clients	107 526	107 526	
Fournisseurs	33 516	33 516	
Fournisseurs / Factures non parvenues	13 587	13 587	
Personnel et comptes rattachés	1 703	1 703	
Organismes Sociaux	129 032	129 032	
Dettes et Cotisations / Provision CP+RTT	266 516	266 516	
Etat / TVA à verser	3 869	3 869	
Etat / TVA collectée N+1	19 431	19 431	
Etat / Impôts, taxes et versements assimilés	9 611	9 611	
Autres créiteurs	500	500	
Produits constatés d'avance / Ouvrages	1 842	1 842	
Produits constatés d'avance / Projets	2 413 581	2 413 581	
<b>TOTAL</b>	<b>3 001 530</b>	<b>3 001 530</b>	<b>0</b>

## **7 Informations relatives au Compte de résultat**

### **7.1.1 Cotisations sans contrepartie**

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

### **7.1.2 Ventes de biens et de services**

Les ventes de biens et services sont présentées dans le tableau ci-après.

Les prestations En cours correspondent aux travaux constatés en fonction du pourcentage d'avancement des missions accomplies au titre des commandes acceptées et non terminées à la clôture. Ils sont valorisés au prix de vente faute d'information suffisante sur le coût de revient.

### **7.1.3 Produits de tiers financeurs**

#### **7.1.3.1 Concours publics**

Néant

#### **7.1.3.2 Subventions**

- 1/ d'exploitation, elles constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

- 2/ d'investissement, elles sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer. En conséquence, les quotes-parts des subventions d'investissement virées au compte de résultat de l'exercice sont incluses pour 163 602 € sur l'exercice 2025 et 141 081 € sur l'exercice 2024.

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos 2025  
Montants exprimés en EUR

Centre régional de phytosociologie agréé Conservatoire botanique national des Hauts-de-France

Informations sur les ressources		31/12/2025			31/12/2024
		TOTAL	Activité	Activité Lucrative	TOTAL
Cotisations	<b>Total I</b>	1 810	1 810		1 460
Ventes de Marchandises		862		862	1 839
Ventes de produits finis (ouvrages)		199		199	100
	<b>Total II</b>	1 061	0	1 061	1 939
Location		23 112		23 112	25 266
Visites		80 206		80 206	65 197
Produits des Activités Annexes		8 395	6 137	2 258	6 726
Produits des Activités Externes		17 100	0	17 100	31 460
Prestations Finies		286 875	32 242	254 633	315 878
Prestations En Cours (N)		33 528	7 962	25 566	61 286
	<b>Total III</b>	449 216	46 341	402 875	505 814
Production Stockée (ouvrages/Autres)		-4 789		-4 789	-3 094
	<b>Total IV</b>	-4 789	0	-4 789	-3 094
Chiffre d'affaire net (hors produits stockés et en-cours) =		416 749	38 379	378 370	446 486
Subventions Partenaires Statutaires		716 328	572 108	144 220	854 211
Subventions Etat / Ministère		36 609	36 609		80 702
Subventions Etat / DREAL HdF		945 887	945 887		785 302
Subventions Etat / OFB		149 715	149 715		141 080
Subventions Europe		537 586	537 586		45 477
Subventions Partenaires / Normandie		93 872	93 872		109 432
Subventions Partenaires / Picardie		223 521	223 521		205 313
Subventions Agence Eau / AP+SN		231 640	231 640		
Subventions Autres Partenaires		37 104	37 104		212 137
Subventions / Ouvrages		4 789	0	4 789	3 094
Subventions / Emploi		0	0	0	0
	<b>Total V</b>	2 977 051	2 628 042	149 009	2 436 748
<b>TOTAL (I à VI)</b>		<b>3 424 348</b>	<b>2 876 193</b>	<b>548 155</b>	<b>2 942 867</b>

#### 7.1.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions

- Reprise sur la provision retraite du personnel sorti / 2025 (+ 5 018 €)
- Reprise sur la provision de dépréciation des ouvrages à hauteur des exemplaires sortis (+ 4 789 €)

#### 7.1.5 Utilisations des fonds dédiés

Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation et d'investissement

- 6 433 € sur les fonds ORB pour les actions Panneaux et Posters (origine 2022)
- 2 176 € sur les fonds « Jardin Espace Inspiration Nature » (origine 2020).
- 1 515 € sur les fonds « Plantes Sauvages Comestibles » (origine 2023)
- 7 904 € sur les fonds « Programme pédagogique Hermès » (origine 2024)

#### 7.1.6 Ressources liées à la générosité du public

*Le poste « dons manuels » comprend notamment*

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte pour 1 718 €
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles pour 3 903 €

*Le poste « mécénat » comprend notamment*

Le mécénat est un soutien financier apporté par une personne morale ou une personne physique à une action.

- Avec la fondation d'entreprise HERMÉS pour un total de 29 748 € pour renouveler le projet « programme pédagogique de sensibilisation des jeunes générations à la biodiversité et au monde vivant en milieu scolaire » au titre de l'année 2025-2026.
- Avec le Crédit Agricole Nord de France par le fond d'initiative locale de la caisse de Bailleul pour un total de 2 500 € pour soutenir l'action du changement du nom du CBN en Hauts-de-France »

### 7.2 Charges du compte de résultat

#### 7.2.1 Reports en fonds dédiés

L'entité a enregistré sur les comptes 2025 trois nouveaux reports correspondant à la quote-part engagée pour 2026

- Pour le projet avec Hermès 2025/2026 pour un montant de 16 979 €
- Pour le projet avec le CANF pour un montant de 1 492 €
- Pour le projet avec la DREAL HdF pour un montant de 50 000 €

### 7.3 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature liées à la mission d'acquisition et de diffusion de la connaissance sur la flore, les végétations et les habitats.

La méthode retenue est la valorisation à 25 € l'heure

- du nombre d'heures effectuées au sein de l'entité
- du nombre d'heures effectuées par les collaborateurs extérieurs dans le cadre de l'animation du réseau des bénévoles

### 7.3.1 Contributions volontaires en nature : Charges et Produits

Les contributions 2025 sont de la même nature. L'entité a enregistré le produit de la Contribution volontaire en nature en BÉNÉVOLAT et la charge en PERSONNEL BÉNÉVOLE

- Collaborateur au sein de l'entité pour 0 €
- Collaborateurs extérieurs pour 39 454 € équivalent à 225 jours de bénévolat réalisés

## 7.4 Autres informations sur le contenu de postes du compte de résultat

### 7.4.1 Charges et produits exceptionnels

Charges exceptionnelles	31/12/2025	31/12/2024
<b>Sur opérations de gestion</b>		
Régularisation / Uniformation	0	2 040
<b>Sur opérations en capital</b>		
Transfert Normandie / QP Immob non amorties	0	1 463
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>3 503</b>

  

Produits exceptionnels	31/12/2025	31/12/2024
<b>Sur opérations de gestion</b>		
Reprise Subvention DREAL HdF	0	16 044
<b>Sur opérations en capital</b>		
Produits / Cessions actifs (Vente 1 Auto + Outillages)	0	7 880
Produits / Autres Cessions	0	0
Transfert Normandie / QP Immob non amorties	0	1 463
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>25 387</b>

### 7.4.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total TTC comptabilisé des honoraires s'élève à

- 20 760 € dans le cadre de la lettre de mission du commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31.12.2025, au titre de la certification des comptes.  
dont 600 € dans le cadre du nouveau règlement comptable ANC 2022-06
- 1 200 € au titre des lettres de mission pour l'émission des attestations des dépenses engagées dans les différents projets Européens (Feder 2024) .

## **8 Informations relatives à la fiscalité**

Dans le cadre de ses activités lucratives accessoires, l'entité est assujettie à la TVA et à l'impôt sur les sociétés sous le régime réel simplifié d'imposition.

En 2024, le régime de déclaration de la TVA est passé au régime réel normal.

Le résultat du secteur lucratif pour l'exercice 2025 est un bénéfice de + 51 076 € avant IS

Provision pour impôt sur les bénéfices de 8 519 €

### **8.1 Informations relatives aux dirigeants**

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 173 652 € en 2025 (comité de direction).